

NEWSLETTER



Février 2023

Pourquoi cette Newsletter ?

Le Club Risques a pour objectif de penser les risques de demain en amont et cherche à pallier les dangers pluriels d'un monde physique et virtuel en perpétuelle mutation. Composé d'une dizaine d'étudiants et jeunes cadres spécialisés sur les questions d'Intelligence Économique, le Club se veut être un laboratoire de réflexion et de recherche sur la réalité d'aujourd'hui et de demain.

SOMMAIRE

- Publications du Club - Les Jeudis du Risque
- Actualités du risque dans le monde
- Interview - La problématique de la souveraineté numérique en France
- Retour sur les événements du club
- Offres d'emploi



« RÉSILIENCE » ET « CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ » : UN CHOIX STRATÉGIQUE DE L'ENTREPRISE FACE AU RISQUE CYBER

« Il y a deux sortes d'entreprises : celles qui ont déjà été piratées et celles qui ne le savent pas. » Souvent sous-estimés, les dégâts infligés par les attaques cyber peuvent s'avérer fatals pour les entreprises. Dès lors, deux stratégies se challengent pour assurer votre survie : continuité d'activité et résilience opérationnelle.

Vous pouvez lire l'article [ici](#)

LE QATAR : CHAMPION DU MONDE DU VOL DE DONNÉES ?

Quelques jours avant le coup d'envoi de la Coupe du monde au Qatar, le gendarme français de la donnée, la CNIL, affichait son inquiétude : les deux applications requises pour assister aux matchs présentent de nombreux risques concernant la protection des données. Le Qatar, déjà soupçonné de cyberespionnage, semble profiter de cet événement pour organiser une récolte massive de données.

Vous pouvez lire l'article [ici](#)



LA ROUTE MARITIME DU NORD : LA NOUVELLE ARME ÉCONOMIQUE AU SERVICE DU DÉSENCLEAVEMENT RUSSE

La Route maritime du Nord, passage reliant l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, longe l'ensemble des côtes arctiques russes. Ce chemin est le plus court pour relier l'Europe à l'Asie. Entre promesse d'ouverture commerciale et trésors cachés, la Russie fait de l'Arctique son nouvel eldorado et compte bien l'utiliser comme moyen de pression face à l'Occident.

Vous pouvez lire l'article [ici](#)



PUBLICATIONS DU CLUB LES JEUDIS DU RISQUE



RISQUES DE CORROSION SOUS CONTRAINTE : LES FISSURES DE LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE FRANÇAISE

Depuis décembre 2021, la corrosion sous contrainte est un sujet récurrent au sein de l'actualité. À la fin octobre, ce sont encore 24 réacteurs d'EDF à l'arrêt sur les 56 du parc nucléaire français. Ce phénomène, portant atteinte à la souveraineté, fait apparaître différents risques dans un contexte de crise énergétique.

Vous pouvez lire l'article [ici](#)

ATOS RISQUE UNE OPA HOSTILE, MENACE POUR LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE FRANÇAISE

Depuis 2021 et l'annonce d'un projet d'acquisition de l'américain DXC, la situation financière d'Atos, fleuron français des entreprises de services numériques, apparaît particulièrement préoccupante et laisse entrevoir une possible OPA hostile par un concurrent étranger. Si un rachat advenait, de nombreuses technologies de pointe liées au cloud, à l'intelligence artificielle et à la cybersécurité risqueraient d'être perdues. En conséquence, la souveraineté numérique française serait considérablement affaiblie.



Vous pouvez lire l'article [ici](#)



CRISE ET PÉNURIE À HAÏTI : ENTRE JEUX D'INFLUENCE ET NOUVEAUX RAPPORTS DE FORCE, QUELS RISQUES POUR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE ?

Haïti est l'un des États les plus pauvres au monde. Il traverse une crise politique, sécuritaire, sanitaire et économique continue depuis des années. Ces derniers mois, les gangs armés sèment la discorde sur l'île, causant une carence de produits de première nécessité. Cette nouvelle crise aggrave l'extrême situation du pays, où l'État est quasi-failli, affaibli par des jeux d'influence internationaux et une population qui le rejette, risquant d'occasionner des dommages collatéraux à la communauté internationale.

Vous pouvez lire l'article [ici](#)

ACTUALITÉS DU RISQUE DANS LE MONDE



1

Suède: découverte du plus grand gisement de terres rares en Europe

2

Le coût de la vie est le risque planétaire numéro un pour les deux ans à venir !

3

Haïti : la violence des gangs - du jamais vu depuis des décennies

4

Brésil : les enjeux de l'assaut des institutions

5

Chars Léopards : Une livraison allemande sous pression

6

Les mutilations génitales féminines : un risque pour 30 millions de filles dans le monde

ACTUALITÉS DU RISQUE DANS LE MONDE

1

Suède : Découverte de nouveaux gisements

Le groupe minier suédois LKAB a annoncé jeudi 12 janvier 2023 avoir identifié dans la région de Kiruna dans le nord de la Suède, le plus grand gisement connu de terre rares d'Europe. Il recèlerait plus d'un million de tonnes d'oxydes de terres rares.

(À titre informatif, les terres rares regroupent 17 métaux relativement simple à trouver. Leur « rareté » provient de la difficulté de leur extraction : elles ne sont souvent présentes qu'en petites quantités au sein de minerais d'où il est parfois difficile de les extraire. Elles servent notamment à la fabrication de batteries des véhicules électriques, sont présentes dans les écrans d'ordinateurs portables et même dans les dispositifs produisant de l'énergie renouvelable, comme les turbines pour éoliennes).

Cette découverte à d'autant plus d'intérêt qu'elle intervient au moment où l'Europe cherche à réinvestir dans son indépendance énergétique et dans sa transition verte. L'entreprise estime que l'étude et la mise en place de l'exploitation durable du gisement s'étendra au moins sur les 10 à 15 prochaines années. Les gisements de terre rare se trouvent aujourd'hui majoritairement en Chine (44 millions de tonnes de réserves), au Vietnam et au Brésil (22 millions de tonnes chacun).

Face au quasi-monopole chinois, les Etats-Unis, peuvent passer pour le pays le plus à fragile puisque nombre de leurs technologies de pointe (civiles ou militaires) dépendent énormément des terres rares. Bien que le million de tonne suédois puisse sembler dérisoire face au géant chinois.

L'on peut voir ici l'opportunité de rebattre certaines cartes et diversifier en partie un marché monopolisé. Deux questions se posent alors : celle de la potentielle découverte de nouveaux gisements européens, et celle des acteurs qui pourraient chercher à mettre la main sur celui-ci. Les limitations de l'impact environnemental au moment de l'extraction des matériaux (rejet d'éléments toxiques) reste aussi une problématique tangible.

Pour aller plus loin, vous pouvez [suivre ce lien](#).

ACTUALITÉS DU RISQUE DANS LE MONDE

2

D'après l'enquête du Forum économique mondial* : Le coût de la vie est LE risque planétaire pour les deux ans à venir !



Forum Economique mondial

Ce risque est la conséquence de l'inflation exacerbée par la guerre en Ukraine et de la réouverture post-Covid de l'économie.

Rappelons que cela à engendre une inflation élevée et soutenue, ainsi que des augmentations substantielles des prix des matières premières menacent la santé des entreprises du pays.

Le rapport du WEF indique aussi que les projections du FMI montrent un recul de l'inflation mondiale de 2,2 % en 2022 à 6,5 % cette année et à 4,1 % en 2024

La pandémie mondiale actuelle et la guerre en Europe ont ressuscité les crises énergétique, inflationniste, alimentaire et sécuritaire. Celles-ci génèrent les risques suivants, qui domineront les deux prochaines années : le risque de récession ; le surendettement croissant ; une poursuite de la crise du coût de la vie ; des sociétés polarisées rendues possibles par les fausses nouvelles ; une pause dans l'action climatique rapide ; et la guerre géo-économique à somme nulle.

Les conséquences peuvent être dramatiques et causer des instabilités politiques, ainsi que des troubles sociaux.

Pour aller plus loin, vous pouvez [suivre ce lien](#).

***À noter** que les conclusions du rapport du WEF (Janvier 2023) ont été obtenues à partir d'entretiens avec un groupe de plus de 12 000 cadres, mais aussi avec la prise en considération des opinions de plus de 1 200 experts mondiaux des risques, de décideurs et de leaders de l'industrie de 121 pays différents.

ACTUALITÉS DU RISQUE DANS LE MONDE

3

Haïti : la violence des gangs "au plus haut depuis des décennies"



Odelyn Joseph/AP

Mardi 24 janvier, devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti a dénoncé la violence liée aux gangs dans le pays qui a atteint des niveaux "jamais vus depuis des décennies": en 2022, 1 359 kidnappings, plus de 4 par jour, plus du double qu'en 2021, 2 183 meurtres, presque 6 par jour, un tiers de plus qu'en 2021, en plus de l'utilisation de viols de femmes et d'enfants pour répandre la terreur et étendre leurs territoires contrôlés.

De plus, les gangs ont bloqués l'accès à la nourriture, à l'eau et à la santé pour une population qui subit déjà la pauvreté extrême, une situation d'insécurité alimentaire aigüe et actuellement une épidémie de choléra.

Face à ces gangs, les policiers n'ont aucune ressource et ont manifesté pour exiger plus de matériel au gouvernement, érigé des barricades, tenté d'investir les bureaux du premier ministre contesté, Ariel Henry, et envahi la piste de l'aéroport international Toussaint-Louverture. Pour cause, en 18 mois, 78 officiers de police ont été assassinés et la violence des gangs contre eux continue.

Pour aller plus loin, vous pouvez [suivre ce lien](#).

ACTUALITÉS DU RISQUE DANS LE MONDE

4

Brésil : les enjeux de l'assaut des institutions



Evaristo SA/AFP

Au début du mois, des centaines de partisans de l'ex-président brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro ont envahi le Congrès, le palais présidentiel et la Cour suprême à Brasilia, une semaine après l'investiture du président de gauche Lula dont ils refusent l'élection. Une action qui a été condamnée unanimement par les autres pays. Différents risques ressortent de cet assaut : hors l'escalade de la tension et d'une instabilité politique, l'on assiste à une réelle polarisation de la société.

Par ailleurs, cela pourra à l'avenir créer un véritable impact économique : la tension politique peut avoir un donner une image négative de l'économie du pays, créant une incertitude pour les investisseurs et les entreprises.

Pour aller plus loin, vous pouvez [suivre ce lien](#).

ACTUALITÉS DU RISQUE DANS LE MONDE



Chars Léopards : Une livraison allemande sous pression

Mi-janvier, une escalade de tension s'est fortement ressentie concernant l'export des char Leopards à l'Ukraine. Produits par les Allemands, ces chars qui se déclinent en 6 générations équipent de nombreux pays notamment européens (Espagne, Italie, Pays-Bas, Canada, etc). Demandés inlassablement par les Ukrainiens comme renfort, l'export de ces chars à cependant été immobilisé plusieurs jours par le refus allemand plus ou moins implicite de les délivrer. Le gouvernement fédéral a finalement pris la décision d'autoriser ces livraisons, en passant outre les hésitations de son chancelier.

Comment expliquer cette pression subie par l'Allemagne, et quels risques peuvent découler de cette livraison ?

Tout d'abord, l'Allemagne reçoit une forte pression internationale car le pays est armé d'environ 400 chars (pour 200 à titre comparatif en France) ce qui la rend moins vulnérable. Si elle se refusait complètement à la livraison de ces chars, l'Allemagne risquait par ailleurs de se placer dans une position isolationniste par rapport au reste de l'Europe, et cela aurait autant impacté son image propre, que celle de son industrie.

Quelles peuvent être des impacts de cette livraison à anticiper ?

Un désarmement européen exposerait en premier lieu un peu plus l'Europe de l'ouest face à une Russie offensive au sein de son propre continent, et qui ne doit pas se réjouir de ce renforcement de coopération militaire. Ensuite l'ouverture d'un potentiel marché pour réapprovisionner les armées donatrices. Les enjeux principaux de ce réarmement étant la rapidité de livraison et l'attractivité du prix, l'on peut envisager un placement par les américains de leurs chars Abrams, ce qui renforcerait la dépendance européenne face aux américains.

Pour aller plus loin, vous pouvez [suivre ce lien](#).

ACTUALITÉS DU RISQUE DANS LE MONDE



Les mutilations génitales féminines : un risque pour 30 millions de filles dans le monde

Le 6 février est la journée internationale contre les mutilations génitales féminines (MGF)*. Selon l'UNICEF, au moins 200 millions de filles et de femmes ont été victimes de mutilations sexuelles et 30 millions de filles risquent d'en être au cours des dix prochaines années dans le monde. En Afrique, d'après le Secrétaire Général de l'ONU António Guterres, environ 4,2 millions de filles risquent de subir des MGF.

À niveau international, ces pratiques sont considérées comme étant une violation des droits humains des femmes et des filles, surtout quant à leurs droits à la santé, à la sécurité et à l'intégrité physique, et même leur droit à la vie lorsque ces pratiques ont des conséquences fatales et mortelles.

Les filles qui subissent ces MGF font face à de nombreux risques à court et long terme. À court terme, elles subissent des saignements excessifs, des douleurs intenses, des infections diverses et des difficultés à uriner. À long terme, les MGF peuvent avoir des conséquences sur leur santé sexuelle, reproductive et mentale.

Même si les MGF sont essentiellement concentrées dans 30 pays du Moyen-Orient et d'Afrique, cette pratique se maintient dans des communautés d'Amérique du Nord, Amérique latine, Asie-Pacifique et Europe occidentale.

Ce thème reste tabou dans beaucoup de familles et de communautés, ce qui permet la perpétuation de ces pratiques néfastes pour la santé et l'avenir des femmes et filles qui le subissent. Pour éradiquer ces violentes faites aux femmes, le soutien des hommes restent nécessaire et indispensable, ainsi qu'un travail de sensibilisation.

Pour aller plus loin, vous pouvez [suivre ce lien](#).

* Les MGF recouvrent l'ensemble des interventions qui consistent à altérer ou à léser les organes génitaux de la femme pour des raisons non médicales

INTERVIEW



LA PROBLÉMATIQUE DE LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE EN FRANCE : INTERVIEW D'ARNAUD COUSTILLÈRE

« Le numérique est un écosystème complexe, il faut faire en sorte que celui-ci redevienne une cause nationale. »

Il est primordial dans les intérêts de la France et de l'Europe de retrouver une « autonomie stratégique » dans l'usage du numérique. Appropriation du numérique, réadaptation de son jargon, acculturation de masse, création d'une nouvelle synergie entre les acteurs de l'économie française... c'est par ces biais que la France peut tendre vers cette fameuse autonomie stratégique. Les retours d'expériences des précédentes attaques informatiques nous ont démontré l'importance de reconsidérer notre façon de maîtriser cet environnement. L'espace numérique devient non seulement une affaire politique mais désormais l'affaire de tous. Le vice-amiral d'escadre Arnaud Coustillère nous éclaire sur ces problématiques entre autonomie stratégique et appropriation de cet environnement.

Retrouvez l'interview complète [ici](#).

RETOUR SUR LES ÉVÉNEMENTS DU CLUB

Fabrice JEAN

Fabrice Jean, chef de bureau de l'Unité de gestion des situations d'urgence du Centre des opérations d'urgence intégré au sein du Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, nous a fait l'honneur de sa présence lors d'une conférence du Club Risques du 30 janvier dernier. Détaché du ministère de l'Intérieur, cet ancien pompier possède une culture riche de la crise et de ses différents aspects. Au travers d'une analyse du dispositif de gestion de crise consulaire du MAE français, Fabrice Jean est revenu lors de cette conférence sur les grandes crises à évacuation des dernières années (COVID, Éthiopie, Afghanistan et Ukraine). Ce retour d'expérience fut aussi instructif qu'enrichissant pour les participants à la conférence.

Le Centre de crise et de soutien du Quai d'Orsay fut fondé en 2008 sous l'impulsion du ministre de l'époque, M. Kouchner, afin de se doter d'un dispositif de réponse efficace aux différentes crises peuvent venir affecter la communauté française à travers le monde. Aujourd'hui composé de 117 agents, aux profils variés et multidisciplinaires (diplomates, médecins urgentistes, magistrats, psychologues, militaires, et autres), le CDCS se compose de trois centres distincts qui se veulent adaptés à la temporalité de la crise.

La « pré-crise » est confiée au Centre de situation. Ce dernier s'occupe de l'analyse des risques pays, des dispositifs de sécurité des postes mais aussi des partenariats et du dialogue avec les structures locales ou expatriées. Il dispose d'une cellule de veille qui permet de garantir une vision globale des risques dans le monde de manière constante (H24 avec des équipes de nuit et de week-end).

La « gestion de crise » à proprement parler, mobilise particulièrement le Centre des opérations d'urgence. Ce dernier est divisé en deux unités : l'Unité des affaires individuelles et l'Unité de gestion des situations d'urgence. La première traite des affaires individuelles (cas graves de français à l'étranger : morts violentes, disparitions, enlèvements) et maintient le contact constant avec les familles de victimes. La seconde, dont fait parti Fabrice Jean, a pour objectif, en temps faible, de former les postes à l'étranger et aux aspects de la gestion de crise. Lorsqu'une crise se déclenche, c'est cette unité qui prend la main sur différents pôles de la cellule de crise et qui peut être amenée à être projetée sur la zone de crise.

La « post-crise » est gérée par le Centre des opérations humanitaires et de stabilisation. Ce dernier a pour objectif de centraliser l'aide française pour accompagner un pays à sortir d'une crise. La partie humanitaire a comme but d'aider un pays et une population en période de crise. La stabilisation s'effectue en fin de crise et permet de remettre un pays dans le droit chemin en finançant différents projets.

Le Centre de crise et de soutien active, lorsqu'il est nécessaire, une cellule de crise afin de venir en aide à un poste diplomatie ou consulaire. Dans ce cadre, un dispositif d'astreinte permet de maintenir tous les agents en situation opérationnelle. Les dernières cellules de crise ouvertes par le CDCS sont les suivantes :

- Pandémie COVID-19, 2020 ;
- Explosion du port de Beyrouth, 2020 ;
- Attentat contre humanitaires au Niger, 2020 ;
- Évacuation de l'Éthiopie, 2021 ;
- Évacuation de l'Afghanistan, 2021 ;
- Invasion de l'Ukraine, 2022 ;
- Coup d'Etat au Burkina Faso, 2022 ;
- Attentat à Istanbul, 2022.

RETOUR SUR LES ÉVÉNEMENTS DU CLUB

Jean-François VERON

Head of Credit and ESG Rating Advisory de la Société générale, Monsieur Jean-François VERON nous a fait l'honneur de sa présence lors d'une conférence du Club Risques du 30 janvier dernier. Dans le cadre de son travail, il aide les entreprises et les gouvernements à évaluer leur profil de crédit et à comprendre comment les agences de notation influencent leur accès au financement et leur coût. Il aide également à améliorer les cotes de crédit (AAA à D) en fournissant des informations financières détaillées et en travaillant avec les agences de notation pour clarifier les perspectives financières et les stratégies commerciales.

Une agence de notation est une institution financière qui évalue la solvabilité et la crédibilité des entreprises, des gouvernements et d'autres emprunteurs.

- Les côtes de crédit permettent aux investisseurs de prendre des décisions d'investissement éclairées,
- Elles peuvent également influencer les taux d'intérêt que les emprunteurs paient pour obtenir des fonds.

Cette cotation de crédit est établie via une démarche de gestion du risque en trois temps :

- La première étape vise à établir le contexte économique de la zone étudiée, selon les critères suivants :
 - Politique : Sanitaire, population, sécuritaire,
 - Economique : contexte économique du pays, secteurs économiques qui produisent de la valeur ajoutée,
 - Fiscal : rôle des banques centrales en rapport avec la dette,
 - Externe : flux commerciaux et balance de paiement,
 - Monétaire : valeur de la monnaie.
- Une analyse prospective est ensuite réalisée afin d'établir des tendances,
- Enfin une notation est attribuée. Celle-ci vise à retranscrire la capacité d'un Etat à équilibrer les flux entre ce qui entre et ce qui sort.

Le contexte géo-économique global et national

Chaque année, la France s'endette de 100 milliards auprès de non-résidents.

Les banques centrales achètent de moins en moins les dettes publiques car les taux s'envolent, ce qui pose un problème. La charge des intérêts, qui au-dessus de 10% devient complexe, devient une difficulté pour payer les salaires.

La part des dépenses allouées à la défense : 50 milliards en France (2% du PIB), USA : 700 milliards, Chine : 250 milliards, Russie : 70 milliards.

Les dépenses en salaire en net pour la fonction publique et dans le privé : 600 milliards.

Le montant des pensions : 300 milliards (retraite).

Le déficit de nombre, le déficit de quantité de travail en France par rapport à l'Allemagne et le nombre d'heures divisé par le nombre de Français (650 heures environ) alors qu'en Allemagne on est à plus de 700 heures.

Sur les conflits entre la Russie et l'Ukraine, est-ce que les sanctions européennes sans effets sur la Russie démontrent le déclin financier européen ?

Est-ce que la question de l'emprunt dans l'Union européenne est difficile ou pénalisant ?

OFFRES D'EMPLOIS



Crédit Mutuel
Titres

**CHARGÉE/CHARGÉ D'ÉTUDES RISQUES
OPERATIONNELS (H/F)**

CDI

AUDIT CONTRÔLE CONFORMITÉ INSPECTION

CRÉDIT MUTUEL TITRES

CANDIDATER EN CLIQUANT SUR CE [LIEN](#) !

**PERMANENT CONTROLS & OPERATIONAL
RISKS ANALYST H/F**

VIE

**PERMANENT CONTROLS & OPERATIONAL
RISKS**

CACEIS - GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

CANDIDATER EN CLIQUANT SUR CE [LIEN](#) !



**GESTIONNAIRE DE RISQUES
EXTERNALISATION**

CDI

AUDIT

**EURO-INFORMATION
CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE**

CANDIDATER EN CLIQUANT SUR CE [LIEN](#) !